

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 33 (2006)
Heft: 2

Artikel: L'avenir de l'agriculture suisse : la peur des agriculteurs suisses
Autor: Ribí, Rolf
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-912390>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 22.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La peur des agriculteurs suisses

Aucun secteur de l'économie de notre pays n'a modifié ses structures de manière aussi radicale que celui de l'agriculture. Pourtant, les agriculteurs essuient toujours la critique des politiciens et des économistes. Le peuple suisse, quant à lui, continue de soutenir la tradition paysanne.

Par Rolf Ribi

La statistique est à peine croyable: en Suisse, cinq fermes disparaissent chaque jour. Par année, cela représente quelque 2000 exploitations agricoles de la plaine, de la zone des collines et des régions de montagne. Ainsi, quotidiennement, cinq familles doivent cesser leur activité et vendre biens, bétail et chédail aux plus offrants. Un choc qui arrache alors des larmes à ces gens qui, la plupart du temps, exploitent leur ferme depuis des générations.

A en croire *economiesuisse*, la restructuration de l'agriculture serait «trop lente et dénuée de courage». De même, l'économie agricole locale souffrirait de structures trop petites et d'une trop faible productivité. La création d'exploitations plus importantes revêtirait «une importance capitale», et un traité de libre-échange avec l'Union européenne pour tous les produits agricoles apparaîtrait comme «l'unique perspective d'avenir».

La «Neue Zürcher Zeitung» a quant à elle affirmé sur un ton sarcastique qu'«être agriculteur n'est pas une fatalité. Nul n'est obligé de le rester éternellement».

Cela dit, aucun autre secteur de l'économie de notre pays ne connaît un changement structurel aussi radical que celui de l'agriculture. En effet, le nombre d'exploitations agricoles a baissé d'environ 93 000 en 1990 à 65 000 l'année passée, soit de 30%. Dans le même temps, le nombre d'employés a diminué de 253 000 à quelque 190 000, donc, là aussi, de 25%. Et comme si cela ne suffisait pas, ces prochaines années, la réforme agraire prévue d'ici à 2011 contraindra chaque jour cinq à dix familles agricoles d'abandonner. Selon Manfred Bötsch, Directeur de l'Office fédéral de l'agriculture, «en dix ans, 15 000 à 20 000 fermes disparaîtront. Jamais le secteur industriel n'a connu de coupes aussi violentes que celles imposées à l'agriculture.»

Pressions internes...

A la clef de la restructuration permanente de l'agriculture suisse: de fortes pressions internes et externes. Parmi les facteurs «maison»: aujourd'hui, seuls 3% des employés travaillent encore dans l'agriculture. Leur engagement aux champs et à la ferme ne contribue qu'à raison de 1% à la création de valeur dans l'éco-



Verena et Hans Stucki, céréaliers, Schlosswil (BE)

nomie. S'y ajoute la valeur des prestations fournies en faveur de l'économie générale, conformément aux exigences de la Constitution fédérale, telles que la sécurité de l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires, l'entretien du paysage rural et l'occupation décentralisée du territoire. Pourtant, le rapport agricole 2005 de l'Office fédéral compétent affirme que «l'agriculture ne fait aujourd'hui plus partie des principaux secteurs de l'économie.»

Cela dit, en ce qui concerne les dépenses fédérales pour l'agriculture et l'alimentation, ce secteur arrive en cinquième position. En 2004, près de quatre milliards de francs – 7,8% des dépenses fédérales – sont allés à l'agriculture contre trois milliards en 1990. Avec 2,5 milliards de francs, les paiements directs – octroyés aux agriculteurs pour la conservation du paysage et la culture écologique – en constituent la plus grande part. De même, l'Etat a soutenu, à hauteur de 800 millions, la production et l'écoulement dans les secteurs de l'économie laitière, de la production animale et de la culture de végétaux, et dépensé 700 millions pour les subventions à l'exportation, les crédits d'investissement, les écoles d'agriculture et les allocations familiales. Dernier chiffre: plus de 70% des recettes agricoles proviennent des caisses fédérales, un record mondial selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Une aide fédérale avoisinant les quatre milliards de francs pour une contribution de 1% à l'économie, voilà qui suscite de nombreuses critiques. Si le Parlement venait à réduire les dépenses fédérales ou l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à généraliser le libre-échange, les agriculteurs passeraient, du fait de leurs exigences, pour des «fauteurs de trouble». Associations économiques et économistes exigent une réduction des subventions et, dans cette optique, la transformation à court terme de l'environnement agricole en exploitations plus importantes, en phase avec le marché. «Je constate en Suisse une tendance grandissante à remettre en question le statut particulier de l'agriculture dans l'économie» affirme Bernard Lehmann, Directeur de l'Institut d'économie rurale de l'EPFZ.

... et externes

La restructuration de l'agriculture est aussi marquée par de fortes pressions externes, telles que les négociations multilatérales au sein de l'OMC ou les traités de libre-échange bilatéraux avec les Etats-Unis ou l'Union européenne, qui sont autant de menaces. En effet, l'ouverture des frontières aux produits agricoles étrangers, la diminution du soutien au marché national, et la réduction du prix des exportations ne sont pas sans conséquences pour les revenus agricoles. «Au total, les mesures de l'OMC pourraient coûter près de deux milliards à l'agriculture» affirme Manfred Bötsch, directeur de l'Office fédéral. «De telles pertes viendraient annihiler tous les efforts déployés par l'agriculture dans la dernière décennie» renchérit Jacques Bourgeois, directeur de l'Union suisse des paysans.

Si les négociations en cours au sein de l'OMC représentent pour l'agriculture le principal défi, celles menées avec les Etats-Unis et l'Union européenne n'en restent pas moins inquiétantes.

Un traité de libre-échange avec les Etats-Unis favoriserait l'exportation de produits industriels «made in Switzerland». Selon Hans Burger, ancien directeur de l'Office fédéral, ce libre-échange aurait de «graves conséquences»: les recettes de notre agriculture baisseraient de 1,2 milliard de francs, le marché américain – géographiquement distant – et ses habitudes de consommation entravent la prospection du marché, la viande américaine produite à l'aide d'antibiotiques, d'hormones et de produits génétiquement modifiés, ne sont pas les bienvenus en Suisse. Un avis que ne partage pas Jean-Daniel Gerber, directeur du Secrétariat d'Etat à l'économie: «Les 270 millions de consommateurs que compte le marché américain ouvriraient de nouvelles perspectives pour les paysans suisses, notamment pour

ce qui est du fromage et des produits biologiques.»

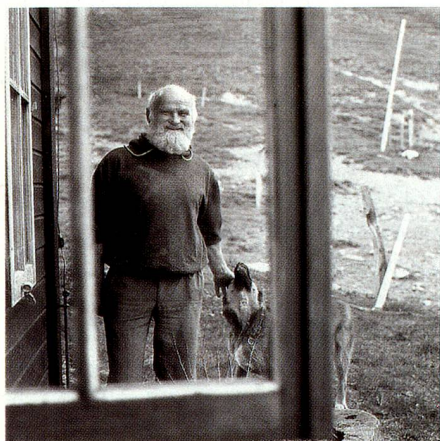
L'ouverture des frontières européennes aux produits agricoles est moins controversée. Ce marché, fort de 400 millions de consommateurs au pouvoir d'achat élevé et aux habitudes comparables, offre de véritables chances aux produits suisses en termes de prix comme d'écoulement, du fait de leur image «swiss quality» restée intacte. Un libre-échange portant sur les produits agricoles laisse entrevoir une

Les faibles revenus des paysans trahissent la situation difficile qui frappe l'agriculture. Selon la station de recherches Agroscope, en 2004, une exploitation familiale gagnait 39 700 francs, soit 3300 francs par mois, le salaire minimal d'une caissière de la Migros. Comparativement, le revenu des familles d'agriculteurs est inférieur – de 38% en plaine, 51% dans les régions de collines et 60% en montagne – à celui de professions semblables dans l'industrie et les services. Nombreux sont les paysans de

portation aux frontières, du soutien de l'Etat au marché, de la baisse des prix des exportations et de l'aide financière allouée aux agriculteurs.

Moyens de production onéreux

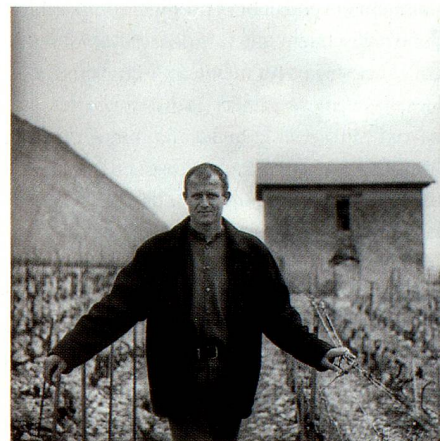
Fourrage ou semence, tracteurs ou machines, engrais ou pesticide, combustible ou carburant ou encore vétérinaire, une grande partie des moyens de production des agriculteurs suisses vient de l'extérieur. Et seul un quart de ces pres-



Leo Elleberger, agriculteur biologique, Günsberg (SO)



Verena Aebersold, maraîchère, Treiten (BE)



Jean-François Maye, viticulteur, Chamoson (VS)

stabilisation des coûts de production et des prix au niveau européen et favorise donc l'exportation des produits suisses. Mais l'agriculture souffre de l'ouverture du marché européen, puisque la diminution de ses recettes est estimée à 1,5 milliard de francs. Pour Hansjörg Walter, président de l'Union suisse des paysans, «la libéralisation du commerce mondial est inéluctable».

Revenus modestes

Les agriculteurs subissent une pression interne et externe de plus en plus forte. Le 17 novembre dernier, plus de 10 000 d'entre eux sont descendus dans les rues de la capitale à grand renfort de cloches et calicots. Conduits par les drapeaux des organisations cantonales, hommes et femmes ont rejoint la Place fédérale d'un pas lent, le visage fermé. «Stoppez les grands manitous de l'économie et les politiciens qui font de l'agriculture un bouc émissaire» s'exclamait alors une agricultrice, dont les propos étaient corroborés par un agriculteur: «Qui se bat à longueur de journée pour un salaire de misère ne peut avoir de compréhension pour les paies de ministre et le discours néo-libéral des managers.» A la fin, toutes les cloches unirent leurs battants en un indescriptible vacarme donnant à la marche des agriculteurs des airs de manifestation violente. Ou peut-être était-ce un appel à l'aide aux instances politiques supérieures du Palais fédéral?

montagne à appartenir aux «working poors»: malgré leur travail, ils ne gagnent pas de quoi vivre.

En 2004, le revenu agricole par exploitation a atteint 60 400 francs contre 55 600 francs en moyenne les trois années précédentes. Les revenus annuels varient en fonction des ventes et des paiements directs. Ainsi, près de 70% des familles paysannes, ne pouvant plus vivre de la seule agriculture, se mettent en quête de revenus complémentaires: en hiver lui au skilift ou comme bûcheron communal, elle comme enseignante ou au guichet de la poste du village. Ce salaire supplémentaire a atteint en moyenne 21 500 francs, ce qui a porté le revenu global moyen à 82 000 francs, à savoir 93 100 en plaine, 76 900 dans les régions de collines et 68 800 en montagne.

Le revenu agricole influe sur le mouvement des capitaux propres. En 2004, 27% des exploitations de plaine, 28% de celles des zones de collines et 30% de celles des régions de montagne ont enregistré une constitution négative de capitaux propres. Ces familles agricoles doivent donc entamer leur capital et ne disposent dès lors d'aucuns moyens en vue d'investissements, nouveaux ou de remplacement. La situation de près de 40% des exploitations est ainsi jugée «préoccupante».

La pression politique sur l'agriculture appelle des réformes radicales dans ce secteur, notamment pour ce qui est des coûts de production, de la prospection du marché, des taxes à l'im-

tations concerne les aliments produits par des moulins étrangers ou suisses. Le rapport de situation 2005 de l'Union suisse des paysans écrit noir sur blanc que ces dépenses sont nettement plus importantes en Suisse qu'en Europe: pour un niveau des prix de 100 dans l'UE, il est de 300 pour les semences et produits phytosanitaires, de 140 pour les engrais et amendements, de 125 pour les produits de protection des cultures et antiparasitaires, de 300 pour les fourrages, de 127 pour le vétérinaire et les médicaments vétérinaires et de 136 pour l'entretien des bâtiments.

Selon Eduard Hofer, sous-directeur de l'Office fédéral de l'agriculture, ces différences sont essentiellement dues au comportement des fournisseurs internationaux, qui orientent leurs tarifs sur le niveau des prix et le pouvoir d'achat d'un pays. En outre, leurs plans de répartition empêchent par exemple les commerçants allemands de fournir la Suisse aux prix pratiqués dans leur propre pays. S'y ajoutent d'autres raisons, telles que densité du réseau de distribution et petitesse du marché.

Rudolf Strahm, surveillant des prix, a aussi remarqué le coût élevé des moyens de production. Estimant que les agriculteurs dépensent chaque année un milliard de francs de trop en moyens de production, il leur recommande la «gestion des coûts». L'Office fédéral compétent devrait veiller à ce que l'agriculture puisse procéder à une comparaison des prix et opter pour

d'autres possibilités d'approvisionnement. Le surveillant des prix demande en outre que les agriculteurs puissent importer directement produits phytosanitaires et médicaments vétérinaires. «La baisse des prix d'acquisition devient une question de survie pour les exploitations». Cela dit, les agriculteurs peuvent également agir de leur propre chef en instaurant une utilisation commune de machines et tracteurs ou en fusionnant des fermes voisines.

L'Office fédéral de l'agriculture se livre à un autre calcul: si les agriculteurs européens produisaient et vendaient 15 produits comparables, ils ne réaliseraient que 54% des recettes de leurs collègues suisses (et même 47% en Amérique). Ces dix dernières années, la différence des prix entre l'Europe et la Suisse a diminué de 28%. Mais les consommateurs suisses en ont-ils profité? Pas vraiment, puisque le même panier de la ménagère leur coûtait 25% de plus.

Du fait des marges du secteur manufacturier et du commerce de détail, les consommateurs locaux ne profitent pas des sacrifices des agriculteurs. «En règle générale, les prix des denrées alimentaires ne s'alignent pas sur ceux pratiqués par les producteurs. Les marges de l'industrie secondaire et des géants de la distribution sont nettement plus importantes qu'à l'étranger. Il nous faut une réforme», affirme Jacques Bourgeois.

Meilleure commercialisation

Une réforme, certes, mais pas seulement côté coûts. La commercialisation des produits agri-

coles est aussi en cause. «Des produits suisses d'excellente qualité freinent la pression de la concurrence internationale» explique le Conseiller fédéral Joseph Deiss. Et pour ce qui est de la promotion des ventes, la Confédération offre une «aide à l'autonomie». Le ministre de l'économie entrevoit un avenir doré pour les produits écologiques durables et ceux dont l'origine géographique est bien définie: «Pas une simple viande séchée, mais de la viande séchée des Grisons ou du Valais; pas un fromage commun, mais du Gruyère.» Avec de tels produits, «les prix élevés sont acceptés, car synonymes de confiance et de sécurité».

L'exportation de fromage est un exemple parlant. Sur ce marché, la Suisse possède déjà presque 1% des parts de marché de l'Union européenne, ce qui correspond à un quart de la production laitière suisse. Joseph Deiss se dit «fier de savoir que 45% des consommateurs allemands considèrent le fromage suisse comme l'un des meilleurs au monde». En juin 2007, le marché du fromage s'ouvrira entièrement à l'Union européenne.

Selon Jacques Bourgeois, «la présence sur le marché doit s'intensifier, en Suisse et en Europe, et la stratégie de marketing s'orienter davantage sur l'origine et le mode de production». Des produits de qualité et des distinctions particulières pour certains produits des régions de montagne doivent permettre de promouvoir les ventes.

De nombreux paysans sont déjà très actifs dans la vente à la ferme de légumes, fruits,

viande, fromage, lait, œufs, moût et vin. Ils découvrent des créneaux pour de nouveaux produits, élèvent des vaches écossaises de race «Highland», cultivent des melons au lieu de pommes de terre, font du pain paysan, extraient de l'huile de tournesol et organisent des brunches et des vacances à la ferme.

Protection douanière, soutien du marché et aide à l'exportation

L'Etat protège depuis longtemps les agriculteurs locaux face à la concurrence étrangère par l'instauration de droits d'entrée et la limitation des importations. Exorbitants, ces droits de douane s'ajoutent au prix d'entrée: 47% pour les cerises, 59% pour le vin blanc, 64% pour le fromage à pâte dure, 145% pour les pommes, 170% pour le sucre, 183% pour les tomates, 273% pour le filet de bœuf, 556% pour le beurre et même 1019% pour les cuisses de poulet. Un tiers de tous les produits agricoles de l'étranger font l'objet d'une taxe de dédouanement dépassant les 100%, tandis que certains d'entre eux – comme le lait frais – ne peuvent entrer qu'en quantité limitée. Quant à l'importation de choux-fleurs, carottes, pommes ou poires, elle n'est autorisée que lorsque l'offre suisse souffre de pénurie.

Cette «protection douanière» sous forme de taxes et de contingentement est le principal moyen de soutien de la production de viande et des cultures suisses. La restreindre entraînerait une baisse des prix des importations, entraverait l'écoulement des produits indigènes et réduirait les recettes agricoles. Mais voilà, ce

L'AGRICULTEUR DE PLAINE

■ Ulrich Ineichen est agriculteur de plaine à Boswil, en Argovie. Son exploitation de 112 hectares est l'une des plus grandes du pays. Le «Sentenhof» rappelle en fait un peu le ranch de Southfork de la série-culte américaine «Dallas». Cet important agriculteur a deux employés et six tracteurs. Son écurie ultramoderne dont l'enclos laisse pleine liberté au bétail peut accueillir 60 vaches et a une capacité de production de lait annuelle de 400 000 kilos. La traite est gérée par ordinateur. Il y a six ans, Ulrich Ineichen est passé à l'agriculture biologique. Sa ferme génère un chiffre d'affaires de 700 000 francs, dont 170 000 francs de paiements directs de l'Etat pour la gestion des surfaces et la production biologique. Il chiffre son salaire horaire à 35

francs. Fier de la productivité de sa grande entreprise, il travaille cinq jours par semaine et peut se permettre de prendre des vacances. (Source: Beobachter) RR

L'AGRICULTEUR DES COLLINES

■ Gottfried Grünig gère, avec son épouse Silvia, une exploitation suisse typique de 17 hectares à Säriswil (BE). Il élève 16 vaches, 10 veaux et bœufs, 8 truies, 1 ver-rat, 12 poules et possède un tracteur. Sans l'aide de l'Etat d'environ 36 000 francs par année – un cinquième du résultat d'exploitation – il ne pourrait pas joindre les deux bouts. Elle lui est octroyée parce qu'il aménage le sol, pratique la culture extensive, vit dans une région de collines, élève ses bêtes conformément à l'espèce et cultive 107 plantes à hautes tiges, écologiques. La famille Grünig est

endettée, car la transformation de l'écurie et de la fosse septique a coûté 500 000 francs. De fait, Silvia Grünig travaille dans une maison de retraite. Le revenu familial est ainsi de 53 000 francs. Dur constat: malgré des journées de 14 heures, le salaire horaire de Gottfried Grünig ne dépasse pas six francs. Aujourd'hui, il renoncera à ce métier. Mais ne peut vendre sa ferme, car l'impôt de liquidation serait de 100 000 francs. (Source: Beobachter) RR

L'AGRICULTEUR DE MONTAGNE

■ Martin et Christine Herrmann sont agriculteurs de montagne à Lauenen dans l'Oberland bernois, où ils gèrent, sur 21 hectares, une exploitation uniquement laitière. Ils élèvent dix vaches, six bœufs, trois veaux, sept truies et possèdent un tracteur. L'été, ils passent

trois mois sur l'alpage, l'an passé avec 77 vaches et bœufs, 1 taureau et 18 porcs. L'Etat leur alloue des paiements directs de 70 800 francs, un bon tiers du résultat d'exploitation. Leur revenu total s'élève à 85 000 francs, grâce à leurs activités annexes: lui au ski-lift et elle comme baby-sitter dans des hôtels. Une journée de travail commence à 5h00 pour se terminer à 22h00. En été, ils produisent plus de quatre tonnes de fromage d'alpage et à râper. Les Hermann ne se voient pas exercer une autre profession. Ils estiment l'aide directe de l'Etat normale: «Nous conservons le paysage et sans nous, paysans, il n'y aurait plus aucune bête ici en altitude.» (Source: Beobachter) RR

protectionnisme helvétique va à l'encontre du libre-échange.

Selon Joseph Deiss, «la réduction de cette protection est inévitable à moyen ou long terme». Bernard Lehmann, professeur à l'EPF renchérit: «Je pars de l'idée que, pour l'agriculture suisse, la protection douanière tombera au niveau de l'Union européenne d'ici 10 ou 15 ans.»

Quant à Rudolf Walser, d'économiesuisse, «vouloir garantir la compétitivité de l'agricul-

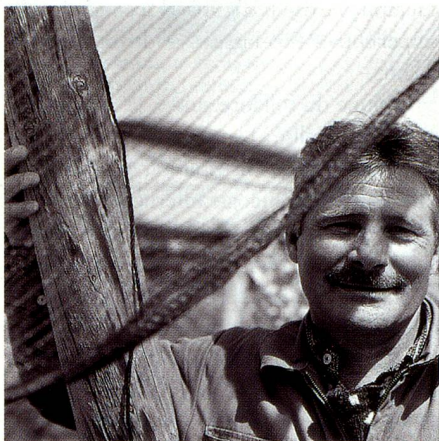
allouer quelque 2,5 milliards de francs en paiements directs généraux pour l'utilisation et la gestion de prairies et champs, essentiellement dans les zones de collines et de montagne. Les paiements directs écologiques – 500 millions – stimulent quant à eux les démarches particulièrement respectueuses de la nature telles que culture écologique, production extensive de céréales, agriculture biologique et élevage de bétail en milieu naturel.

Les paiements directs sous forme de salaire

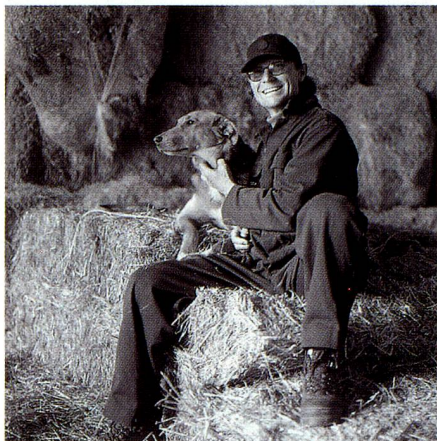
Identification culturelle

«Nous entendons nous en tenir aux paiements directs indépendants de la production» a affirmé Joseph Deiss. Par ailleurs, la restructuration devrait être «socialement acceptable». Il sait que trois fermes sur quatre, surtout dans les zones des collines et de montagne, ne survivront pas sans l'aide financière de l'Etat.

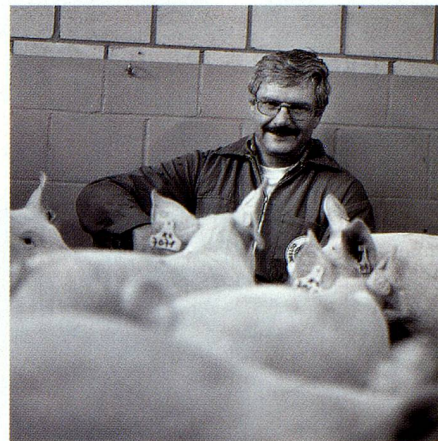
Le Conseil fédéral peut compter sur l'appui du peuple: un sondage Univox a révélé que 91% des Suisses jugent la conservation des espaces



Louis Suter, fruiticulteur, Hünenberg (ZG)



Sepp Haas, éleveur de vaches-mères, Ohmstal (LU)



Andreas Biswanger, éleveur de porcs, Tägerwilen/TG

ture suisse en maintenant la protection douanière serait illusoire».

Avec sa «Politique agricole 2011», le Conseil fédéral entend stimuler le marché et la concurrence dans l'agriculture. Pierre angulaire de sa stratégie: la suppression progressive de l'actuel soutien du marché et de la réduction du prix des exportations, mesures assorties des paiements directs élevés que touchent les agriculteurs. Ainsi, par exemple, le soutien du marché du beurre diminuerait de moitié et la subvention d'exportation du fromage outre-mer disparaîtrait. Résultat: une économie de 600 millions, à octroyer aux agriculteurs à titre de paiements directs. La «Neue Zürcher Zeitung», elle, ne l'entend pas de cette oreille: «La solution consiste en une rapide restructuration et non en une nouvelle manne de l'Etat.»

Salaire de l'Etat pour les agriculteurs

Les paiements directs constituent la clé de voûte de la politique agricole suisse. Ils permettent de rétribuer les agriculteurs pour qu'ils répondent aux exigences de l'article 104 de la Constitution fédérale, à savoir la sécurité de l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires, la conservation des ressources naturelles, l'entretien du paysage rural et l'occupation décentralisée du territoire.

En échange de ces prestations d'intérêt public, les agriculteurs et leurs familles se voient

pour les agriculteurs existent depuis 1992. Auparavant, la politique agricole de la Confédération n'était autre qu'une politique alimentaire et de défense. Durant la Seconde Guerre mondiale, la «bataille des champs» fit des agriculteurs des héros d'indépendance. L'«ancienne» politique agricole leur garantissait prix, écoulement et revenus. Le soutien des prix aux producteurs engendra cependant une surproduction, une augmentation des coûts et des structures peu économiques. Ce n'est que la nette approbation de l'article constitutionnel par le peuple, en 1996, qui permit d'instaurer la «nouvelle» politique agricole. La production de denrées alimentaires était désormais assortie de la gestion des biens environnementaux publics.

Difficile, pour la facture de «2,5 milliards de francs de paiements directs octroyés à 65 000 exploitations agricoles» d'échapper à la critique. Et elle porte sur plusieurs points: seule, l'agriculture ne peut pas atteindre l'objectif constitutionnel d'occupation décentralisée du territoire, il manque un mandat clair pour de nombreux paiements directs, ces derniers sont fonction des surfaces et non des recettes, le seuil de perception de paiements directs doit être relevé (de nombreux petits agriculteurs de montagne et actifs dans la production biologique seraient concernés), les paiements directs empêchent la restructuration et entraînent un excès de contrôle dans les fermes.

naturels importante ou essentielle, 97% se prononcent en faveur d'une exploitation soucieuse de l'environnement, 87% soutiennent un élevage respectueux des animaux et 70% souhaitent favoriser les exploitations de montagne. Seuls 23% (et la tendance est à la baisse) se disent prêts à sacrifier une partie des exploitations agricoles. Enfin, 51% des citoyens trouvent les coûts de la politique agricole trop élevés.

Enfin, il ressort aussi de ce sondage que, parmi les personnes interrogées, trois suisses sur quatre accordent de l'importance à la «conservation des mœurs agricoles», preuve d'un attachement aux conditions des agriculteurs et à leurs traditions. Frank A. Meyer, journaliste, estime même que «les agriculteurs tels que nous les connaissons et aimons enrichissent notre pays. S'interroger sur l'avenir de l'agriculture revient à s'interroger sur celui de la Suisse».

DOCUMENTATION: Rapport agricole 2005 (et antérieurs) de l'Office fédéral de l'agriculture (www.blw.admin.ch), Rapport de situation 2005 (et antérieurs) de l'Union suisse des paysans (www.bauernverband.ch), Rapport principal 2004 d'Agroscope FAT Tänikon (www.fat.ch), Service d'information agricole LID (www.lid.ch), journaux et magazines: Centre de documentation de Zoug (www.doku-zug.ch)